



Une croissance contrastée au premier semestre de 2008

Malgré une conjoncture économique internationale en net ralentissement, l'activité économique ultramarine a continué, dans la plupart des collectivités, à être favorablement orientée, soutenue par une demande des ménages dynamique (consommation et investissement dans l'habitat) malgré des tensions inflationnistes plus accentuées. Si le dynamisme des activités dans les secteurs du BTP et des services a joué positivement sur le marché de l'emploi, quelques signes de fragilité commencent à se faire sentir, avec notamment, dans certaines collectivités une décélération du rythme des investissements, dans un contexte d'incertitudes entourant la mise en place du prochain projet de loi programme pour l'Outre-mer.

Une aggravation de la hausse des prix observée dans l'ensemble des économies de l'outre-mer français

La maîtrise relative jusqu'alors observée de l'évolution du niveau des prix à la consommation dans les économies d'outre-mer ne semble pas avoir résisté aux vives tensions inflationnistes enregistrées au niveau mondial. Bien qu'évoluant toujours à un rythme inférieur à celui observé en métropole, l'inflation dans les départements et collectivités d'outre-mer a augmenté en moyenne de manière substantielle au cours du premier semestre 2008, pour s'établir à près de 3% en juin sur un an, contre 3,6 % en métropole.

Si la facture énergétique a continué à expliquer la hausse des prix en métropole pour plus d'un tiers (contre moins d'un quart pour l'outre-mer), les postes contributeurs de l'inflation en outre-mer se sont plutôt situés au niveau des dépenses en produits alimentaires et en services.

Des disparités sont toutefois notables, entre une inflation contenue à la Guadeloupe – expliquée par le repli des prix des produits manufacturés –, une nette croissance du niveau des prix observée à la Réunion et dans une moindre mesure à la Martinique, une inflation toujours très vive à Mayotte bien que son rythme reste en deçà des 5 %. La Nouvelle-Calédonie a connu une forte poussée inflationniste depuis l'été dernier (le taux d'inflation passe de 0,6 % en juin 2007, à 2,6 % en juin 2008) atteignant le taux observé en Polynésie française.

Variation de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} semestre 2008

	Ensemble - juin (sur un an)	Variation en moyenne semestrielle
Guadeloupe	2,0%	1,8%
Guyane	3,5%	3,4%
Martinique	3,7%	3,3%
Réunion	3,7%	2,6%
Moyenne des 4 DOM*	3,2%	2,6%
Mayotte (mai)	4,9%	4,6%
Nouvelle-Calédonie	2,6%	2,7%
Polynésie française	2,6%	2,3%
Outre-mer*	2,9%	2,6%
France entière	3,6%	3,1%

Source : INSEE

* Moyenne pondérée par la consommation finale des ménages

Une amélioration du marché du travail moins importante qu'en métropole

Le marché du travail a connu une évolution favorable dans l'ensemble des géographies de l'Outre-mer français au cours de ce premier semestre relativement à la même période de l'année précédente. Ces performances sont restées en deçà de celles enregistrées en métropole, avec une baisse de près de 3 % du nombre de demandeurs d'emploi, contre près de 5,5 % en métropole.

Demandeurs d'emploi en fin de mois catégorie 1

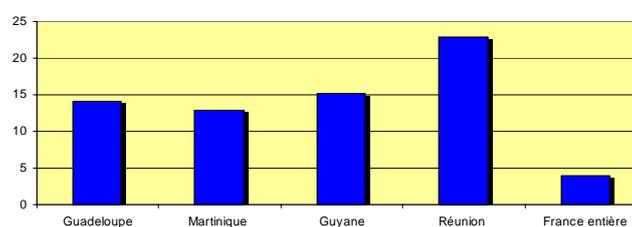
	juin-08	Var. en juin sur un an	Variation 1S08 / 1S07
Guadeloupe	41 524	-1,5%	-4,6%
Martinique	33 134	-2,2%	-3,8%
Guyane	11 958	3,8%	-0,2%
Réunion	56 244	2,7%	-1,0%
DOM	142 860	0,4%	-2,7%
Nouvelle-Calédonie	6 542	0,3%	-4,4%
France métropolitaine	1 776 189	-2,9%	-5,4%

Source : DARES, ANPE

En Nouvelle-Calédonie, la situation est cependant mitigée au regard de la hausse de 12 % du nombre de chômeurs indemnisés sur la période. En Polynésie française, la croissance de l'emploi salarié marchand a enregistré une relative stagnation (0,8 % sur un an en juin) qui tranche avec la croissance moyenne constatée sur les cinq dernières années (de l'ordre de 10 %), en raison d'une contraction dans le secteur de la construction.

En matière de création d'emplois, la Réunion a été la région la plus dynamique de l'ensemble du territoire français, sur la période 2002-2007. Cette performance concerne la plupart des secteurs, en particulier ceux de la construction, du conseil assistance, des services aux entreprises et même de l'industrie. Ce département semble avoir tiré le meilleur parti des dispositifs des lois programme pour l'Outre-mer.

Evolution de l'emploi 2007/2002 en %



Sources : Acoff - Urssaf

La zone Atlantique

Guadeloupe : un début d'année difficile

L'activité économique de la Guadeloupe s'est ralentie sur le premier semestre, pénalisée par une contraction de la demande des ménages (baisse de 5 % des importations de biens de consommation sur le premier semestre sur un an) et une évolution mitigée de l'investissement (baisse de 2,3 % des importations de biens d'équipement au premier semestre sur un an).

Des tendances peu favorables ont été observées dans le secteur primaire (baisse de 20 % des exportations de bananes, une campagne sucrière 2008 en diminution de 15 % de la quantité de cannes manipulées) et dans le commerce – directement impacté par la contraction du pouvoir d'achat des ménages guadeloupéens. Le secteur du BTP a enregistré un net ralentissement (baisse de 69,4 % du nombre de permis de construire, réduction de 5,6 % de la consommation de ciment). Le démarrage de nouveaux travaux pour la rénovation urbaine de la ville de Pointe-à-Pitre, en juillet dernier, devrait contribuer à relancer ce secteur.

Cependant, l'activité progresse dans les trois secteurs suivants : les services aux entreprises (qui représente une part de plus en plus significative de la valeur ajoutée de l'économie guadeloupéenne), l'industrie agroalimentaire hors industrie sucrière (hausse de 4 % des exportations de produits agroalimentaires), et le tourisme (hausse du nombre de croisiéristes de 22 % sur un an).

La vulnérabilité financière s'est améliorée chez les ménages tandis qu'elle s'est dégradée pour les entreprises.

Guyane : des indicateurs conjoncturels favorables

L'activité économique en Guyane a évolué favorablement, soutenue par le dynamisme du couple consommation et investissement. La consommation des ménages a été en effet orientée à la hausse (augmentation des recettes de l'octroi de mer et des importations en biens d'équipement du foyer respectivement de 15 et 16 %, en glissement annuel sur le premier semestre), appuyée par des crédits à la consommation également en progression de 10,4 %. L'investissement des entreprises a également été dynamique (hausse des importations de machines d'équipement de 6,9 %), sans incidence à court terme sur leur santé financière (baisse de 8,6 % des impayés sur effets).

Parmi les secteurs qui ont tiré l'activité économique, le secteur du BTP a bénéficié de l'investissement privé des ménages (hausse de 22 % sur un an du crédit à l'habitat) et de la poursuite de gros chantiers (Soyouz, Pôle Universitaire Guyanais).

Avec un lancement de plus qu'au premier semestre 2007, l'activité spatiale a été dynamique (trois lancements d'Ariane V, et quatre satellites mis en orbite). Le tourisme a également enregistré de bonnes performances sur le semestre avec un accroissement du nombre de passagers ainsi qu'une augmentation du taux d'occupation des hôtels, qui s'établit en mai à 59 % (+ 14 points). Les activités de services sont également en hausse.

Cependant, les filières traditionnelles (riz, rhum, pêche, bois, or) ont toutes enregistré des contre-performances notables, de même que l'industrie agroalimentaire.

Martinique : à l'exception du tourisme, les activités du tertiaire soutiennent la croissance

A la Martinique, la conjoncture au premier semestre a été caractérisée, d'une part, par une dépenses soutenue des ménages tant dans la consommation de biens et services que dans l'acquisition de logements et, d'autre part, par une certaine atonie du rythme de l'investissement des entreprises (baisse de 2 % des importations en biens d'équipement). Si la santé financière des ménages s'est redressée, celle des entreprises s'est au contraire fragilisée.

Les secteurs du commerce (hausse de 14 % du chiffre d'affaires des huit hypermarchés de l'île), tiré particulièrement par le segment de l'automobile des services (en particulier les activités de transport et de nettoyage) et, dans une moindre mesure, le BTP (hausse de 1 % de la production de ciment) ont joué un rôle moteur dans l'économie martiniquaise, relançant ainsi les créations d'emplois dans ces secteurs.

Le secteur touristique a enregistré une évolution contrastée de son activité. Le trafic aérien a diminué de 1,2 % et, selon l'Insee, 9 établissements hôteliers sur 90 comptabilisés en juin 2007 ont fermé en l'espace d'un an. Le taux de remplissage des hôtels serait le plus faible depuis 2005 (39 %). Toutefois, le tourisme de croisière semble résister à la morosité de ce secteur avec une hausse de 5,9 % du nombre de croisiéristes en glissement annuel.

L'industrie agroalimentaire, malgré la baisse des niveaux de production de sucre et de rhum, a été portée par les bonnes performances du sous-secteur de la transformation céréalière. Enfin, un an après le passage du cyclone *Dean*, le secteur primaire amorcerait une légère reprise.

Le déficit de la balance commerciale s'est accru sous l'effet croisé d'une hausse des importations (+ 14,4 %) et d'une baisse des exportations (- 2,9 %).

La zone océan Indien

Réunion : une croissance contrastée

Depuis le début de l'année, la conjoncture à la Réunion est restée robuste malgré un second trimestre plus fragile. Les résultats du premier semestre, comparés à ceux enregistrés durant la même période en 2007, sont satisfaisants au regard du dynamisme de la consommation des ménages (augmentation de 14 % des importations de biens d'équipement du foyer, hausse de 8 % des recettes de l'octroi de mer) et de l'investissement des entreprises (hausse des biens d'équipement professionnel et des crédits d'équipement, respectivement de 13 et 12,4 %) stimulé notamment par une politique publique de grands chantiers.

Tandis que la vulnérabilité financière des entreprises s'est légèrement accentuée (hausse de 10 % de personnes morales en interdicts bancaires en juin sur un an), celle des ménages en revanche s'est améliorée (baisse de 10 % du nombre de dossiers de surendettement déposés).

L'augmentation significative des recettes d'exportations (+ 27 %) a été stimulée notamment par la hausse des exportations agroalimentaires, qui progressent de 12,4 % au premier semestre 2008, malgré les mauvais résultats de la campagne sucrière (- 23 % de la production de sucre brut), contrebalancés par les performances positives des filières rhum, produits laitiers, viandes et poissons.

Autre fait marquant, le redressement progressif du tourisme – confirmé tant dans les enquêtes de conjoncture de l'IEDOM que dans les statistiques de l'Union des Hôtels de la Réunion, et de la Chambre de Commerce de l'île – un an et demi après la crise sanitaire liée à l'épidémie du chikungunya (hausse de 9,4 points du taux d'occupation des chambres d'hôtel à 64 % en juin et augmentation de 9 % du nombre total de passagers à l'aéroport).

Le secteur du BTP a continué à jouer son rôle de moteur de l'économie, mais dans une moindre mesure qu'à la même période de l'année précédente : en témoignent la baisse des travaux de génie civil et des ventes de ciment, respectivement de 27 % et 8 %. Ces chiffres sont toutefois à nuancer compte tenu du dynamisme enregistré en matière de constructions publiques (+ 27 %) et de travaux routiers (+ 17%) et de l'accroissement de l'emploi dans ce secteur (+ 8 % de salariés du BTP en juin sur un an). L'arrêt prévu des travaux de la route des Tamarins et du boulevard Sud à Saint-Denis ainsi que les inquiétudes relatives à la suppression du logement libre du futur dispositif de défiscalisation risquent d'assombrir les prévisions des investissements futurs.

Le secteur primaire, l'industrie manufacturière et les services marchands ont enregistré des performances moins satisfaisantes par rapport à la même période de l'année précédente.

Mayotte : une bonne tenue de la consommation et de l'investissement

L'activité économique à Mayotte a été plus dynamique au premier semestre 2008, comme en témoigne la consommation d'électricité en hausse de 27 % par rapport à l'année précédente. La consommation des ménages, pénalisée par une inflation vigoureuse mais bénéficiant de la revalorisation du SMIC de 17 % en juillet 2007, a en effet enregistré une hausse significative selon les indicateurs disponibles (augmentation des importations de biens d'équipement ménager, des importations de produits alimentaires et des ventes de véhicules de tourisme respectivement de 14 %, 17 % et 16,6 %). Quant à l'investissement des entreprises, son dynamisme s'est confirmé durant cette période avec notamment la hausse de 18 % des importations de biens d'équipement.

Selon les enquêtes de conjoncture de l'IEDOM, les entreprises ont enregistré dans l'ensemble une amélioration de leur volume d'affaires, tout en augmentant leur prix de vente pour faire face au creusement de leurs charges, lié au renchérissement des importations de matières premières et de produits finis – caractérisées par un allongement des délais d'approvisionnement maritime.

Premier contributeur à la croissance de l'île, le secteur du commerce a enregistré un volume d'affaire en deçà de sa moyenne de longue période. Les services aux entreprises ont connu une reprise de leurs activités au second trimestre 2008, après un an et demi de ralentissement.

Située en quatrième position parmi les secteurs contributeurs à la croissance mahoraise, la construction a enregistré une hausse de son activité (augmentation des tonnes de ciment importées de 230 % entre le premier semestre 2007 et le premier semestre 2008), stimulée par des commandes publiques et privées (réalisation de nombreux projets immobiliers : hôtel des Florales, immeubles de logements en défiscalisation dans le quartier des Hauts Vallons...). Si les gros chantiers prévus dans le 13^e Contrat de projet (2008-2014) n'ont toujours pas démarré, le lancement d'importants programmes de construction de logements en accession sociale par le Conseil de l'Habitat en juin dernier devrait permettre de maintenir la tendance dynamique du secteur.

Le tourisme a bénéficié de l'amélioration du trafic aérien de passagers hors transit (+ 9,7 %).

Avec la baisse de moitié des exportations, le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 0,8 % (contre 2 % en 2007).

La zone Pacifique

Nouvelle-Calédonie: le secteur de la mine-métallurgie fragilisé

L'économie calédonienne est restée favorablement orientée durant ce premier semestre, même si un certain nombre d'indicateurs ont connu des évolutions contrastées. Malgré un net raffermissement des prix, la consommation des ménages est restée très dynamique, les importations d'articles d'ameublement, d'habillement, de produits alimentaires et de voitures de tourisme ont progressé respectivement de 33,4 %, 15,6 %, 17,9 % et 2,8 %. Toutefois, l'investissement des entreprises a diminué du fait de la fin du chantier de Goro Nickel sur le premier trimestre (- 17,9 % en glissement annuel au premier semestre). L'orientation à la hausse des crédits à l'investissement et le lancement du chantier de l'usine du Nord constituent autant de signes encourageants d'une reprise de l'investissement.

Les secteurs de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire, du tourisme (fortement tiré par le tourisme de croisière) et du commerce ont enregistré une hausse de leurs chiffres d'affaires. Quant au secteur du BTP, l'évolution de son activité a été contrastée, caractérisée à la fois par une politique active en matière d'emplois (+ 8,3 % des effectifs employés dans le BTP), et par un recours moins important à l'achat de ciment (baisse de 4 % des ventes de ciment en glissement annuel).

Le secteur de la mine-métallurgie a traversé une zone de turbulences (diminution de la production et des exportations de nickel respectivement de 29 % et 43 %) du fait des intempéries de début d'année et de la baisse des cours du nickel au London Metal Exchange (- 39 % du cours moyen en USD). Par conséquent, les exportations de minerai et de métal en valeur ont chuté, entraînant à la baisse le taux de couverture des importations par les exportations qui s'est établi sur le premier semestre à 45,4 % (- 46,7 points sur un an).

Polynésie Française : dynamisme de l'investissement dans un contexte de ralentissement de l'activité

Pénalisée par une situation inflationniste, la demande des ménages a connu un ralentissement avec une contraction des importations de consommation courante et une baisse des achats de véhicules neufs (- 3,9 %). Les entreprises, malgré la fragilisation de leur situation financière (retards de paiement, stagnation de leurs prix de vente) et un recours important aux crédits d'exploitation (+ 16,3 % sur un an en juin), ont maintenu un rythme de leurs investissements dynamique (hausse des importations de biens d'équipement et des crédits d'équipement, respectivement de 7,5 % et 5,3 %, en juin sur un an).

Les deux seuls secteurs à avoir enregistré des performances positives sont le BTP, soutenu par une commande publique dans l'Enseignement et l'Aviation civile, et par une demande en logement des ménages (augmentation de 8,1 % des crédits à l'habitat sur un an en juin) et, dans une moindre mesure, l'industrie (hormis l'agroalimentaire qui enregistre une diminution de 50 % de ses exportations sur un an).

Le secteur touristique a été pénalisé par la baisse du dollar et du yen, et par le départ définitif d'un navire de plaisance (le *Tahitian Princess*). La fréquentation touristique a d'ailleurs enregistré une baisse de 8,2 % au premier semestre sur un an.

Le secteur primaire a été fragilisé par une chute des exportations de poissons (- 50 %) et de perles (- 33 %). Des décisions relatives au redressement de ces filières sont en cours de préparation. Concernant la réforme de la commercialisation de la perle, il a été décidé de suspendre le Droit Spécial sur les perles exportées (200 FCFP par gramme) jusqu'au 31 décembre 2008.

Des mesures de relance par la demande ont été prises par le gouvernement de Polynésie française à la fin de l'été avec, d'une part, la revalorisation du SMIG au 1^{er} septembre de 3,6 % et, d'autre part, des mesures d'aide au logement.

Wallis-et-Futuna : ralentissement de l'activité, mais hausse du pouvoir d'achat

À Wallis-et-Futuna, la consommation des ménages a bénéficié de conditions favorables liées à la maîtrise de l'inflation (- 0,2 % sur un an en juin), et à deux revalorisations successives du SMIG (+ 5 % en cumulé depuis le début de l'année). En témoignent notamment l'augmentation significative des importations de produits courants et la croissance des crédits à la consommation (13,7 % sur un an en juin). La demande en logement des ménages a par contre été moins dynamique avec une baisse de 13 % des crédits à l'habitat.

Les chefs d'entreprises enquêtés par l'IEOM ont fait part de la baisse de leur volume d'activité, pénalisé notamment par le renchérissement des charges courantes (énergie, fret maritime, frais de personnel, augmentation des taxes à l'importation). Cependant l'encours des crédits à l'équipement est orienté à la hausse (+ 7,2 % en juin 2008 sur un an).

Pour en savoir plus : - télécharger les bulletins trimestriels de suivi de la conjoncture économique et financière ainsi que les notes expresses, les notes de l'Institut d'émission et les rapports annuels de chaque agence sur le site de l'IEDOM : www.iedom.fr et de l'IEOM : www.ieom.fr

- ou se les procurer auprès du siège à l'adresse suivante :
IEDOM-IEOM - 5 rue Roland Barthes - 75598 Paris Cedex 12

Directeur de la publication et Responsable de la rédaction : Y. Barroux - Rédacteur : OEE
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 26 septembre 2008 - Dépôt légal : septembre 2008 - ISSN 1775-0628